

Participation des communautés à la gestion des forêts

Résultats de l'évaluation a posteriori de projets dans six pays

par
Marc J. Dourojeanni
et
Juan E. Sève¹



Main-d'oeuvre communautaire: participants ghanéens pendant une pause devant une pépinière de teck financée par le projet.
Photo: M. Dourojeanni

LE PRÉSENT ARTICLE fait le bilan des principales conclusions et leçons tirées des rapports d'évaluation a posteriori de sept projets OIBT de gestion communautaire des forêts, exécutés entre le début de 2002 et 2005.

La participation de communautés à la gestion des forêts, considérée à juste titre comme un élément essentiel dans la conservation des forêts tropicales de la planète, est pratiquée depuis des décennies. Mais son objectif s'est avéré très difficile à atteindre malgré tous les efforts qui lui ont été consacrés dans chaque continent. Peu de programmes ou projets peuvent prétendre avoir entraîné une amélioration permanente, que ce soit en termes de revenus qu'en tirent les communautés, d'aménagement forestier durable (AFD) ou de conservation.

¹Consultants de l'OIBT travaillant avec le concours de Carlos Rodríguez Chang (Bolivie, Panama et Pérou), Baharuuddin Haji Ghazali (Philippines) et Astrid Bergqvist (Ghana et Togo).

Les projets de l'OIBT ne font pas exception à cette réalité; les succès qu'ils ont remportés sont limités. Cependant, les sept projets OIBT passés en revue ici (en Bolivie, au Ghana, au Panama, au Pérou, aux Philippines et au Togo) ont prouvé une fois de plus que les problèmes majeurs ne sont pas liés aux communautés participantes elles-mêmes, mais qu'ils résultent essentiellement de vices de conception, d'importantes déficiences techniques et, à un moindre degré, de défauts dans l'exécution des projets.

Les projets

Le *tableau 1* présente la liste des sept projets qui ont été évalués. Trois se sont déroulés en Amérique latine (Bolivie, Pérou et Panama), trois en Afrique occidentale (Ghana et Togo) et un en Asie du Sud-Est (Philippines). Ils ont été approuvés entre 1996 et 2001. Leur coût total, ne comprenant pas les premières phases de quatre d'entre eux, s'est élevé à 5,7 millions de dol-

► ... suite de la page 15

national. Les provinces, districts et parties ayant adopté les directives, ou fait savoir qu'ils avaient l'intention de les adopter, devraient être soutenus dans leurs efforts.

4. Les forums coordonnés mis en place et consolidés durant le projet (JIKALAHARI à Riau et KALI au Kalimantan Barat) devraient être renforcés afin de ne pas dissiper l'impulsion donnée durant la campagne contre l'EIF dans les deux provinces et de mettre l'accent sur leur statut en tant qu'études de cas pilotes ayant frayé un chemin pour lutter contre l'EIF en recourant à la consultation et à la participation multi-acteurs.
5. Les difficultés rencontrées par le projet lorsqu'il s'est agi de s'allier la coopération et la participation du secteur privé devraient être examinées plus avant en vue de cerner et de surmonter les obstacles, en prévoyant notamment des motivations et des incitations appropriées.

6. Prévoir des méthodes et des mécanismes pour gérer et résoudre des conflits entre parties prenantes, et les développer en vue de faciliter les activités des forums coordonnés.
7. Trouver de nouvelles sources de revenu pour les communautés locales, y compris des projets de foresterie communautaire mis en oeuvre en vue de réduire la participation de celles-ci à des activités illégales, et encourager leur appui et leur participation à des campagnes de lutte contre l'EIF.
8. Les expériences et les réalisations du projet à Riau et au Kalimantan Barat devraient être adaptées et reproduites dans d'autres régions d'Indonésie où l'EIF est encore chose courante.

Le rapport intégral de cette évaluation a posteriori est disponible auprès du Secrétariat de l'OIBT.

lars des Etats-Unis et la contribution de l'OIBT à ce total s'est montée à 4,2 millions de dollars.

Les similitudes et les différences entre les projets sont récapitulées dans le *tableau 1*. Tous les projets: 1) visaient à assurer le développement direct et à long terme des conditions économiques et sociales des cultivateurs locaux ou des populations (souvent tribales) autochtones, en les faisant participer directement aux activités; 2) étaient exécutés pour la plupart dans des forêts de protection résiduelles ou sur des terres forestières en général déjà fortement dégradées par des exploitations abusives passées; et 3) étaient situés à l'intérieur de zones tampons, ou à proximité d'aires protégées.

Dans certains cas, les projets présentaient des différences considérables. Ceux d'Orozas et Chiquiaca en Bolivie, d'Urumba au Pérou et de Darién au Panama étaient essentiellement axés sur la gestion de forêts naturelles, tandis que ceux d'Abutia et Worobong au Ghana étaient orientés exclusivement sur le reboisement, et ceux de Nueva Vizcaya aux Philippines et de Missahoé au Togo associaient les deux types d'interventions. En fait, le projet bolivien s'articulait en deux projets et, contrairement aux autres, celui du Panama était essentiellement un projet de recherche. Cinq des huit projets (si l'on considère celui d'Orozas comme le deuxième projet bolivien) ont été exécutés par des ONG, y compris l'Institut Smithsonian de recherche tropicale du Panama. En outre, les projets latino-américains ont été mis en oeuvre dans des zones très reculées et inaccessibles, tandis que les projets africains et asiatiques étaient plus facilement accessibles.

Les projets différaient également du point de vue de la situation et de la durée de leur exécution: à l'époque de leur évaluation, les deuxièmes phases de quatre des projets (Urumba, Nueva Vizcaya, Abutia, Worobong) avaient été menées à terme, impliquant une présence beaucoup plus longue des opérations financées par l'OIBT sur le terrain (sept à dix ans) que dans le cas des projets d'une seule phase. La période écoulée entre l'achèvement des projets et les évaluations a posteriori variait de cinq ans (Darién) moins d'un an (Abutia).

Importantes réalisations de caractère social

Dans tous les projets, sauf un, les populations ciblées se composaient de groupes ruraux, traditionnels, indigènes et/ou tribaux parmi les plus démunis. Tous les projets ont réussi (Darién, Abutia) ou très bien réussi (Worobong, Missahoé, Nueva Vizcaya, Orozas/Chiquiaca, Urumba) à promouvoir la participation, à sensibiliser les habitants à l'environnement et à la foresterie, à organiser et responsabiliser les communautés, à développer des entreprises forestières à l'échelle communautaire, et à dispenser aux membres de la communauté et d'entreprises une formation sur une diversité de thèmes. Dans l'ensemble, les agences d'exécution des projets ont surmonté la résistance et la méfiance

Liste communautaire

Tableau 1: Résumé des projets évalués

NUMERO DU PROJET	TITRE, EMPLACEMENT & PAYS	BUDGETS TOTAL & OIBT (\$EU)	DEBUT (m/a)*	FIN (m/a)**
PD 44/99 Rev.2 (F)	Réalisation du plan d'aménagement des communautés de Chiquiaca et Orozas, Département des communautés Tarijas (Bolivie)	505 439 285 589	06/01	06/04 (11/04)
PD 48/98 Rev.1 (F)	Reboisement des plaines de l'Abutia par les communautés indigènes du bassin de la Volta (Ghana)	712 088 576 188	12/99	12/03 (03/05)
PD 49/98 Rev.1 (F)	Développement participatif des forêts tropicales par les femmes dans les communautés indigènes à Worobong (Ghana)	833 334 589 534	07/00	09/03 (03/05)
PD 37/95 Rev.2 (F)	Aménagement des peuplements de <i>cativo</i> et d'essences à produits forestiers non ligneux avec la participation des communautés autochtones de Darién (Panama)	1 585 667 1 042 667	09/96	12/01 (02/02)
PD 38/99 Rev.1 (F,I)	Démonstration de gestion forestière communautaire dans les forêts naturelles de brouillard du bassin de l'Urumba, province de San Ignacio (Pérou)	623 100 443 100	10/99	09/01 (02/02)
PD 21/97 Rev.2 (F)	Développement des ressources tropicales par l'aménagement forestier basé sur les communautés à Nueva Vizcaya (Philippines)	957 135 913 285	07/98	12/01 (09/02)
PD 9/99 Rev.2 (F)	Aménagement durable et participatif des ressources forestières de la forêt classée de Missahoé et des collectivités villageoises environnantes en vue d'une production optimale de bois d'œuvre – Togo (Togo)	508 994 384 524	11/99	11/02 (04/03)
TOTAL		5 725 757 4 234 887		

*Dates officielles de démarrage **Dates prévues d'achèvement (dates effectives d'achèvement, y compris prolongation officielle des projets)

traditionnelles, et ont obtenu, à l'égard des objectifs des projets, des niveaux très élevés de participation et un enthousiasme considérable qui ont souvent perduré après l'achèvement des projets.

Les projets évalués font ressortir un certain nombre d'approches innovatrices concernant la participation, qui pourraient être utiles pour les futurs travaux que l'OIBT entreprendra dans ce secteur. Par exemple:

- La création d'entreprises communautaires explicitement à des buts lucratifs, rassemblant les membres de la communauté disposés à se lancer dans la foresterie. Il arrive souvent que les membres d'une communauté ne soient pas tous disposés à participer.
- La rémunération des membres de la communauté, pour le travail de coupe, de plantation ou d'entretien qu'ils ont effectivement fourni, doit être considérée comme un coût de production, et non un 'avantage' ou une 'part des bénéfices', comme c'est habituellement le cas dans des projets de développement communautaire.
- Les revenus tirés des projets, ou des entreprises créées par le projet, doivent bénéficier directement aux membres qui participent effectivement, et ne devraient pas être exclusivement orientés vers des améliorations d'infrastructure pour la communauté, dont bénéficient également les membres de cette communauté qui ne travaillent pas et/ou ne participent pas aux activités du projet.
- Il est essentiel, pour éviter des conflits, de définir clairement et au plus tôt la part des bénéfices de la récolte revenant à chaque acteur (gouvernement, propriétaire, communauté et membre de la communauté participante).
- La constitution d'un 'Fonds forestier' en recourant à une partie des ressources du projet et en mettant de côté une partie du revenu initial pour subvenir aux besoins du projet, ou (par la suite) en prélevant une petite somme sur les salaires payés aux ouvriers de la communauté (comme à Missahoé, au Togo), est une excellente option pour assurer l'entretien des plantations jusqu'à ce que les activités du projet produisent des bénéfices substantiels.

La participation des communautés qui aurait été souhaitable lors de la conception des projets laissait à désirer dans les projets qui se déroulaient dans leur première phase, mais elle était excellente pendant l'exécution de cinq des projets. Les mécanismes de gouvernance des projets, au niveau des entreprises et des communautés, ainsi qu'au niveau du projet, étaient efficaces. De plus, dans plusieurs des projets, les entreprises créées servaient utilement à des activités économiques autres que la foresterie, ou étaient différentes de celles proposées initialement.

La participation des femmes aux projets et aux entreprises communautaires était incluse dans tous les projets, et c'était un volet particulièrement important à Worobong. Des entreprises forestières dirigées exclusivement par des femmes ont été établies à Orozas et Missahoé, et la gestion énergique des femmes était évidente à Nueva Vizcaya et à Chiquiacá également. Toutefois, l'enthousiasme et la participation se dissipent manifestement dans certaines des communautés lorsque les projets n'atteignent pas entièrement la plupart des objectifs de développement, en particulier celui de produire des revenus supplémentaires.

Vice de conception des projets

La faiblesse principale relevée dans la plupart des projets passés en revue était attribuable à un vice de conception, en particulier dans quatre domaines: 1) analyse stratégique inadéquate des options disponibles pour faire correspondre les capacités, les besoins, et les intérêts de la communauté au potentiel économique et aux exigences techniques des activités forestières; 2) absence d'une analyse économique des opérations forestières proposées pour les nouvelles entreprises communautaires créées par les projets; 3) déficiences en matière de techniques forestières, y compris la médiocrité ou l'absence de plans de gestion forestière; et 4) projet de trop courte durée.

Analyse stratégique inadéquate

Deux des projets latino-américains de gestion des forêts naturelles étaient axés sur l'utilisation durable de forêts de protection en grande partie inaccessibles, sans adéquatement tenir compte des coûts élevés de production et de transport et des risques de caractère environnemental qu'ils présentaient. Deux des trois projets africains envisageaient d'établir plus de 1000 hectares de plantations forestières sur une période de deux à trois ans seulement, sans prévoir les mesures indispensables pour faire face aux futurs coûts d'entretien, poursuivre la plantation, ou assurer la durabilité des espaces plantés. Un autre projet comprenait la réhabilitation de terres dégradées en vue de fournir des services écologiques; or ces activités ont apporté des avantages principalement aux cultivateurs riches sur les terres basses, aux prix de responsabilités onéreuses imposées aux cultivateurs moins nantis sur les collines, sans prévoir aucune mesure de compensation. En outre, des options alternatives ou complémentaires, telles que le reboisement avec des espèces à croissance rapide dans des projets de gestion des forêts naturelles, la plantation séquentielle, les systèmes correctement adaptés de *taungya*, ou la plantation adéquate d'arbres fruitiers dans des plantations forestières, n'ont pas été envisagées comme elles auraient dû l'être.

Tous ces problèmes, parmi d'autres, sont la conséquence d'un manque d'analyse appropriée au stade de préparation du projet et, dans plusieurs cas, de consultations détaillées suffisantes avec les populations locales avant l'approbation du projet.

Absence d'analyse économique

Le problème le plus sérieux auquel les nouvelles entreprises communautaires à mettre en place par les projets ont été confrontées a été l'analyse économique trop superficielle effectuée. Les concepteurs des projets n'ont pas en général tenu compte du fait que les projets devaient déboucher sur des entreprises économiques profitables et autosuffisantes. Les études de faisabilité technique et surtout économique ne figuraient dans aucun des projets évalués. On a supposé que la plupart des entreprises proposées seraient *a priori* des activités rentables, ce qui ne s'est pas vérifié dans la réalité.

Déficiences en matière de techniques forestières

La plupart des projets ont dû faire face à de sérieux problèmes techniques ou à des déficiences concernant, entre autres, la qualité de l'information de base, les études pédologiques détaillées, le choix du site et des espèces et les pratiques forestières. Dans la plupart des cas, les plantations aussi bien que les pépinières forestières ont été abandonnées après la plantation ou dès l'achèvement des projets. Les opérations essentielles d'entretien, comme l'élagage, le désherbage, les éclaircies et la maîtrise du feu, n'ont pas été menées. On a constaté l'absence totale de plans de gestion, que ce soit pour les forêts naturelles ou les plantations forestières, ou s'il en existait, ils étaient de très mauvaise qualité ou inachevés. La plupart des plans examinés étaient par trop simplistes et leur mise en oeuvre n'aurait pas garanti leur durabilité économique ou écologique.

Projets de trop courte durée

Les contraintes de temps ont constamment créé des difficultés pour tous les projets. Aucun d'entre eux, y compris ceux qui étaient déjà dans leur deuxième phase, n'a été achevé dans les délais prévus et certains ont même dû être prolongés de plus de 15 mois avant d'être officiellement terminés. Dans aucun des cas cependant cette prolongation des délais n'a suffi pour atteindre les objectifs. Ce problème se rencontre tout particulièrement lorsqu'il s'agit de projets de reboisement qui peuvent nécessiter plus de 25 à 30 ans avant la récolte finale. Les paysans ont de grosses difficultés à entretenir des plantations en même temps qu'ils doivent cultiver des produits alimentaires sous l'ombre qui s'étend au fur et à mesure de la croissance des arbres, et sur moins de terres disponibles pour de nouvelles récoltes.

Problèmes d'exécution

Certains projets se sont heurtés à de sérieux obstacles au cours de leur exécution. Les deux projets sud-américains ont échoué parce que les agences gouvernementales compétentes n'avaient pas rempli les conditions essentielles pour pouvoir atteindre les objectifs des projets. Ces conditions incluent: l'accès légal de la communauté aux ressources de la forêt et/ou l'autorisation d'utiliser ses ressources (par exemple l'approbation de plans de gestion et l'octroi de permis d'exploitation forestière). Cependant, même si ces circonstances de nature juridique avaient été redressées, ces deux projets n'auraient probablement pas atteint leurs objectifs à cause d'autres vices de conception. Un autre projet (Darién) a réussi à fournir des informations techniques, comme prévu, mais n'a pas été en mesure d'atteindre ses objectifs généraux concernant la gestion durable, en partie parce que l'espèce qui faisait principalement l'objet du projet a perdu son importance économique dans l'ensemble du pays au cours de l'exécution du projet.

Tous les projets avaient obtenu officiellement au moins l'appui de principe des gouvernements. Il n'en reste pas moins que les projets les plus réussis ont été ceux qui avaient le plus bénéficié en pratique de l'appui des agences forestières des gouvernements, notamment ceux de Nueva Vizcaya, Missahoé et Worobong, qui ont reçu beaucoup plus de soutien technique de ces agences que les autres. Les projets moins réussis ont bénéficié de moins de soutien pratique. Dans certains cas, la contribution financière de l'agence d'exécution n'a pas été intégralement versée.

Écarts entre les aspects sociaux et les aspects économiques et techniques

Par suite des déficiences examinées ci-dessus, bien que les projets aient fort bien réussi à organiser les communautés locales et à s'allier leur participation active et bien informée à des entreprises forestières, leurs résultats n'ont pas permis de concrétiser les avantages escomptés. Aucun des sept projets n'a atteint ses objectifs de développement respectifs, bien que dans la plupart des cas ils aient obtenu la plupart des résultats escomptés. En général, pendant leur exécution, les projets n'ont pu engendrer, au profit des communautés participantes, ni avantages sociaux complémentaires notables, ni revenus accrus. De plus, les

Plus semblables que dissemblables

Tableau 2: Similitudes et différences principales des projets évalués

FAITS/PROJETS	OROZAS	CHIQUIACÁ	URUMBA	DARIÉN	NUEVA VIZCAYA	MISSAHOÉ	ABUTIA	WOROBONG
OBJECTIF GENERAL	Interventions forestières par les communautés locales pour améliorer leurs conditions sociales & économiques							
OBJECTIFS SPECIFIQUES	Principalement gestion des forêts naturelles et à un degré moindre reboisement						Reboisement	
	Amélioration du commerce de bois, diversification des espèces			Recherche	Aménagement de bassins versants	Gestion forestière	Réhabilitation de terres forestières et de forêts	
OBJECTIF STRATEGIQUE	Information, participation effective, organisation, formation et responsabilisation des habitants							
TYPES DE FORETS	Souvent vieilles forêts de protection et/ou forêts secondaires de protection très dégradées					Terres forestières dénudées et/ou forêts de production très dégradées		
AIRES PROTEGEES	La plupart des projets sont situés dans des aires protégées, des zones tampons ou à proximité d'aires protégées							
COMMUNAUTES BENEFICIAIRES	Paysannes			Tribales & afro-américaines	Paysannes & tribales	Tribus paysannes		
NIVEAU DE PAUVRETE RURALE	Moyen	Bas	Très bas	Très bas	Bas	Bas	Très bas	Très bas
AGENCE D'EXECUTION	ONG	ONG	Gouvernement	ONG	Gouvernement	Gouvernement	ONG	ONG
DUREE (prévue)	36 mois		24 mois	48 mois	36 mois		48 mois	36 mois
DUREE (effective)	41 mois		28 mois	67 mois	38 mois	41 mois	63 mois	55 mois
PHASE DU PROJET	I	I	II	I	II	II*	I	II**

*Recours au service OIBT de préparation des projets **Projet exécuté non exclusivement dans une même zone

activités des projets et les entreprises communautaires qu'ils ont lancées n'ayant pas été poursuivies ou entretenues, on peut craindre que ces buts ne seront pas atteints à l'avenir, à moins que des mesures complémentaires ne soient prises.

L'écart entre les résultats et les objectifs proposés a provoqué la frustration et la déception des communautés ayant participé à la plupart des projets. Toutes ces communautés demandent et s'attendent à ce que leur soit accordés une prolongation des projets ou de nouveaux projets afin d'atteindre les objectifs de développement initiaux.

Dans ce contexte général, les projets de Missahoé (Togo), Nueva Vizcaya (Philippines) et Worobong (Ghana) ont de bonnes à très bonnes possibilités d'atteindre leurs objectifs de développement si une assistance complémentaire modérée leur est fournie. Compte tenu de tous les paramètres d'évaluation, ces projets étaient les plus réussis. Un quatrième projet ayant de bonnes perspectives est celui de Chiquiacá, l'un des sous-projets du projet bolivien. Ceux de Missahoé et de Worobong ont produit des résultats particulièrement satisfaisants dans des secteurs appréciables des plantations établies, grâce à de bons conseils techniques qui ont permis de faire un bon choix des sites et des espèces. A Missahoé, les besoins de la communauté en matière de production agricole et de plantation forestière ont aussi été mieux satisfaits, tandis qu'à Worobong, la cible de plantation trop ambitieuse prévue à l'origine a été réduite de moitié.

Dans certains cas, les principaux succès n'étaient pas liés aux objectifs fixés. A Urumba, par exemple, le projet a rehaussé la productivité du café et a réussi à pousser à d'autres améliorations d'infrastructures sociales, y compris la construction d'une nouvelle route, d'un poste médical et d'une centrale électrique. A Worobong, le projet a augmenté les revenus locaux grâce à la mise en place d'installations pour la transformation du manioc, et à Nueva Vizcaya, le projet a pris des mesures en vue d'obtenir une assistance complémentaire pour permettre aux cultivateurs locaux d'améliorer la productivité agricole.

Conclusions et recommandations

Les défauts d'exécution de la plupart de ces projets ne sont certes pas une indication probante de difficultés inhérentes pour réussir à mettre en oeuvre la gestion de la foresterie communautaire. Aucune des causes d'échec ne peut être attribuée aux communautés participantes, lesquelles ont fait preuve d'un engagement extraordinaire à s'efforcer d'atteindre les objectifs des projets. Toutes les causes d'échec s'expliquaient par des vices de conception ou, à un degré moindre, par des déficiences au stade d'exécution.

Les projets visant à créer des entreprises économiques pour les communautés doivent être traités comme tout autre investissement à des fins lucratives et non comme des projets de développement conventionnels ou traditionnels. Des bénéfices soutenus sont la meilleure preuve et les principales conditions de succès des projets de foresterie à base communautaire. Par conséquent, les projets de cette nature devraient inclure ou faire suite à des études de faisabilité économique et technique.

Le besoin d'assistance technique en matière de foresterie était évident dans tous les projets, excepté à Darién, en particulier au stade de l'élaboration du projet. Les trois meilleurs projets avaient bénéficié d'une première phase (Nueva Vizcaya et dans une certaine mesure Worobong) ou d'un service-conseil de préparation de projets (Missahoé). L'assistance technique doit compenser la compréhension souvent limitée qu'ont les communautés des principes de l'aménagement forestier durable. Les options permettant de traiter ce problème incluent:

- 1) Vu la complexité des projets de foresterie communautaire, il peut être plus rentable que l'OIBT fournisse l'assistance technique pour la préparation des projets plutôt que pour des évaluations *a posteriori* intenses. Les services formels de préparation de projets comme ceux qui ont été offerts à Missahoé (Togo) devraient être mis à la disposition d'autres communautés/pays.
- 2) L'OIBT pourrait aussi envisager de renforcer les programmes de formation pour revitaliser et renouveler les éléments fondamentaux de la gestion forestière, notamment à l'intention de jeunes forestiers de profession et de certaines parties prenantes des communautés dans les pays producteurs.

La régénération naturelle est un système important et sous utilisé pour réhabiliter des terres forestières dégradées, comme l'a démontré le projet de Nueva Vizcaya. Les projets de Worobong, Missahoé, Orozas et Urumba pourraient également tirer avantage de cette approche simple et peu coûteuse.

La durée des projets de développement de foresterie communautaire, particulièrement ceux qui sont axés sur la plantation de forêts, doit être réaliste et les perspectives de durabilité des résultats doivent être améliorées. Plusieurs solutions peuvent être combinées pour garantir que la durée et la durabilité des résultats soient satisfaisantes, à savoir:

- échelonner le budget sur une plus longue période d'exécution;
- prévoir une deuxième phase (ou suivi) dès la conception du projet;

suite à la page 20 ►

Les conditions météorologiques ont une influence sur le prix des bois

par
Jairo Castaño

Secrétariat de l'OIBT

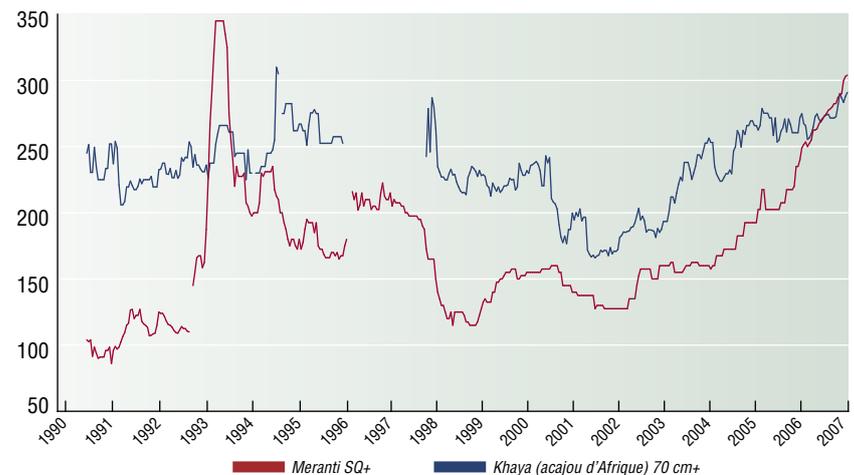
CES DERNIERS MOIS, les prix des bois tropicaux ont été particulièrement touchés par les conditions météorologiques. Une saison des pluies plus longue que d'habitude en Afrique du Centre et de l'Ouest et de forts orages dans le Sud-Est asiatique ont fait monter les prix à cause de l'insuffisance des approvisionnements. La douceur de l'hiver en Europe et au Japon a maintenu la demande à un niveau relativement stable, contribuant à la montée des prix. Cette situation était très différente de celle des années précédentes, lorsque les affaires ont considérablement ralenti pendant la période de Noël et les mois d'hiver, ce qui produit habituellement une pression à la baisse sur les prix.

La demande de l'Extrême-Orient donne un coup de fouet aux prix africains

Les bois d'Afrique de l'Ouest et du Centre ont maintenu en décembre les gains réalisés en 2006, contrairement à ce qui s'est produit les années précédentes lorsque les prix ont fléchi avant des vacances de Noël. L'offre déficitaire et la demande active de Chine et d'Inde ont continué à soutenir les prix. En janvier, la fermeté de la demande d'Extrême-Orient, une saison des pluies plus longue qu'à l'ordinaire et un hiver doux en Europe se sont conjugués pour favoriser une envolée des prix des grumes d'Afrique de l'Ouest et du Centre. La *figure 1* montre que les prix des grumes d'acajou africain (khaya) ont atteint un nouveau record depuis 13 ans. Ceux des grumes de sapelli également ont peu à peu augmenté pour rejoindre des niveaux plus ou moins semblables à ceux de l'iroko.

Grumes

Figure 1: Prix nominaux FOB des grumes d'Afrique et du Sud-Est asiatique (\$/m³)



Les inondations font monter les prix du Sud-Est asiatique

Début janvier, les prix des produits ligneux du Sud-Est asiatique sont montés en flèche dans tous les domaines après les gros orages qui se sont abattus dans plusieurs secteurs de production et l'inondation de zones de Malaisie et d'Indonésie qu'il a fallu évacuer. Ces prix ont depuis continué d'augmenter légèrement à mesure que les inondations reculaient dans la plupart des Etats, sauf autour de Jakarta et au Sarawak. Il est possible que l'insuffisance de couverture d'assurance contre de telles catastrophes entraîne la faillite de quelques petites scieries. En février 2007, les grumes de meranti ont atteint des prix record depuis 14 ans, ceux des sciages de meranti rouge foncé se situant à leur niveau le plus élevé depuis que l'OIBT a commencé à suivre ce produit en 1998 (voir *figure 2*). Quant aux contreplaqués du Sud-Est asiatique (notamment de meranti), il ont réalisé de nouveaux prix record depuis dix ans, se redressant enfin après la période de stagnation qui a suivi la crise financière asiatique d'il y a une dizaine d'années. Les prix des matières premières de bois et des meubles d'hévéa ont

► ... suite de la page 19

- constituer une réserve dans le cadre des budgets pour les frais d'entretien ("Fonds forestier") comme dans le cas de Missahoé; et
- insérer dans le projet des options économiques permettant de garantir la durabilité au terme de son financement.

Plusieurs autres observations/recommandations peuvent être faites à l'intention de l'OIBT et de ses membres:

- 1) La franchise et la souplesse sont indubitablement des atouts s'il est nécessaire d'envisager des modifications aux projets. Redresser des erreurs de conception au cours de l'exécution de projets approuvés (par exemple Worobong) vaut bien mieux que subir les conséquences de ces erreurs (par exemple Abutia).
- 2) L'OIBT devrait envisager de limiter ses investissements exclusivement à des arbres fruitiers permanents lorsqu'il lui est demandé de financer les activités de développement communautaire qui ne concernent pas des produits forestiers. Si d'autres récoltes agricoles sont nécessaires pour assurer le succès du projet, elles devraient être financées par d'autres sources.

- 3) De façon générale, l'OIBT ne devrait pas investir dans des projets de recherche forestière pure. Si un tel appui est justifié, l'OIBT devrait solliciter la participation d'autres institutions spécialisées.
- 4) Les gouvernements membres devraient éviter de soumettre à l'OIBT des propositions de projet concernant la gestion communautaire des forêts, à moins de pouvoir garantir expressément aux communautés des droits de jouissance des terres ou l'accès aux ressources forestières, ainsi que l'approbation des plans de gestion forestière et/ou la délivrance de permis d'exploitation.
- 5) Le transfert de l'infrastructure et des biens pertinents acquis par les entreprises communautaires grâce aux fonds du projet devraient figurer dans les procédures d'achèvement des projets.

Le rapport intégral de cette évaluation a posteriori est disponible auprès du Secrétariat de l'OIBT (itto@itto.or.jp)